



Dans la manifestation à Madrid, le 19 juillet.

Espagne, 15 septembre : marche nationale sur Madrid

Les deux confédérations syndicales, l'Union générale des travailleurs (UGT) et les Commissions ouvrières (CCOO) appellent, le 15 septembre prochain, à une marche nationale sur Madrid des travailleurs de tous les secteurs professionnels contre la politique sociale et économique du gouvernement.

Cette décision a été prise le 25 juillet à l'issue d'une réunion convoquée par les syndicats, à laquelle ont participé toute une série d'organisations populaires.

Pendant tout le mois d'août, des manifestations et des rassemblements sont organisés tous les vendredis, face aux préfectures et aux sièges des ministères.

Andreu Camps

Après les grandes manifestations du 19 juillet, les mouvements et les conflits se poursuivent dans tout le pays. Le gouvernement, terrifié par l'effondrement du château de cartes constitué, depuis l'entrée du pays dans l'Union européenne, en 1986, par la succession de dispositifs financiers plus parasitaires les uns que les autres, s'accroche jusqu'au bout à la politique dictée par l'Union européenne, entraînant le pays dans le chaos.

Le mercredi 25 juillet, l'UGT et les Commissions ouvrières ont donc convoqué près de deux cents organisations sociales et populaires à ce qu'ils ont nommé un « sommet social permanent ». Selon le secrétaire général de l'UGT, lors de la présentation des travaux de cette rencontre, « les victimes des coupes budgétaires en Espagne sont la quasi-totalité de la population, sauf une minorité très puissante du point de vue politique et économique. C'est pour cela que la

réponse que nous devons organiser doit intégrer ce large éventail pour pouvoir définir les alternatives. » Parmi les participants, il y avait, en effet, la quasi-totalité des syndicats autonomes et corporatifs, ainsi que les associations des corps de police, de gendarmerie et de la Guardia civil. Étaient présents également : les paysans, les militaires, les étudiants, les footballeurs, etc. L'appel adopté, dont nous publions de larges extraits, dénonce le caractère criminel de la politique du gouvernement Rajoy. S'il ne pose pas la question de la responsabilité de l'Union européenne et de la troïka, il appelle néanmoins à l'organisation d'une gigantesque marche nationale le 15 septembre.

S'il ne répond que partiellement à l'exigence d'une très large couche de travailleurs, de militants et de responsables qui voulaient que soit convoquée tout de suite une grève générale pour porter un coup d'arrêt à la politique du gouvernement et à son plan d'ajustement, il appelle les travailleurs à se rassembler par centaines de milliers dans l'unité de leurs organisations, le 15 septembre.

Et même si l'objectif déclaré de l'appel des confédérations se limite à exiger du gouver-

nement la convocation d'un référendum pour que les citoyens puissent « juger » la politique économique et sociale de celui-ci, les travailleurs, eux, sont prêts à faire du 15 septembre le seul référendum qui vaille, celui qui exige du gouvernement le retrait immédiat du mémorandum et de la réforme du Code du travail.

Il ne fait aucun doute que l'appel lancé par les directions à ce rassemblement de centaines de milliers de travailleurs répond à la volonté formulée ces dernières semaines par les travailleurs et les peuples d'Espagne de dresser leurs forces contre ce gouvernement, ses mémorandums et sa réforme du Code du travail, il représente, de ce fait, la possibilité de franchir un pas dans la voie qui doit conduire à la rupture effective avec l'UE — seul moyen pour les peuples d'Espagne de se réapproprier leur destin.

Sa préparation pose immédiatement la question de l'organisation — durant le mois et demi qui vient, en réponse à l'appel lancé dans l'unité par l'UGT et les CCOO — dans chaque localité, usine, établissement, du rassemblement le plus large et le plus puissant possible pour arracher l'annulation du mémorandum et permettre aux travailleurs mobilisés de décider, avec leurs organisations, au soir du 15 septembre, des mesures capables de faire céder le gouvernement, s'il persistait à ne pas vouloir entendre l'exigence des travailleurs et des peuples d'Espagne. ■

Déclaration du «sommet social de Madrid» (extraits)

Le gouvernement (...), en un peu plus de six mois, en a fini avec l'architecture du droit du travail issu de la transition démocratique (*Code du travail – NDLR*). Les chômeurs ont la vie encore plus difficile. L'immense majorité des salariés et des retraités s'est appauvrie. La politique vis-à-vis des immigrés est devenue hostile. On refuse le présent et l'avenir à la jeunesse (...).

Les personnes dépendantes sont abandonnées, la culture marginalisée, les services publics détériorés, l'éducation et la santé publique attaquées. Les droits et libertés sont remis en cause, les syndicats persécutés (...). La seule obsession, c'est le déficit. On oublie l'investissement public, l'activité économique et l'emploi. On marche de façon inexorable vers les six millions de chômeurs à la fin de l'année. Et tout cela pour tenter, sans succès, de gagner la confiance des marchés financiers et de l'Union européenne, pour n'obtenir que mépris.

Le moment de dire «Assez !» est arrivé

Ils étaient des milliers et des milliers de citoyens et de citoyennes dans tout le pays pour défendre leurs droits, le 19 juillet. Des millions ont envahi les rues d'Espagne pour rejeter les coupes budgétaires. Au cours du mois d'août, les manifestations vont se poursuivre malgré les périodes de congé.

Nous ne nous arrêterons pas !

Au mois de septembre, les organisations qui ont participé au sommet social se proposent d'intensifier la mobilisation sociale et démocratique pour qu'elle soit plus massive. Nous utiliserons tous les instruments que la Constitution nous donne pour exprimer le ferme rejet par la majorité de la société des mesures qui ruinent l'économie, réduisent la consommation et mettent en danger le modèle de mode de vie des dernières trente-cinq années.

Le 15 septembre, des centaines de milliers de citoyennes et citoyens marcheront sur Madrid, de tous les coins d'Espagne, pour dire non à cette injustice.

Dans l'immédiat, nous nous adressons au gouvernement pour lui demander d'arrêter cette politique inefficace et injuste et pour qu'il convoque un référendum afin que les citoyens puissent se prononcer sur les mesures adoptées. Si le gouvernement s'y refuse, les organisations du sommet social organiseront une consultation populaire, et nous agirons en conséquence. On ne peut pas continuer comme cela ! Assez !

Le 25 juillet 2012 ■



La parole à...

Jordi Salvador Duch,
secrétaire de l'UGT de Tarragone
(ville industrielle au sud de Barcelone)

Entretien

“Les objectifs de la marche du 15 septembre sur Madrid doivent être clairs : retrait du plan d'ajustement et de la réforme du Code du travail”

L'UGT et les Commissions ouvrières, avec toutes les organisations populaires, ont décidé de poursuivre la mobilisation depuis les manifestations du 19 juillet, et notamment d'organiser une marche sur Madrid le 15 septembre. Comme secrétaire de l'UGT à Tarragone quel est ton plan ?

Les manifestations du 19 juillet ont été encore une fois un succès historique du point de vue de la participation. Les gens sont préparés pour la lutte. Ils sont disposés à aller à la grève générale tout de suite. Ils voient que c'est la seule issue pour arrêter l'agonie qui nous menace. Au mois d'août, les centrales syndicales, auxquelles s'ajoutent des milliers d'organisations sociales, poursuivront les manifestations et les actions de protestation avec l'objectif de faire comprendre — s'il y en a encore qui ne comprennent pas — qu'il faut l'affrontement ouvert avec le gouvernement du Parti populaire en Espagne et Convergence et Union (parti nationaliste catalan de droite) qui sont des représentants fidèles des intérêts de l'oligarchie capitaliste et de ses institutions internationales : le FMI et l'Union européenne. En plus, il y a une pression énorme sur le Parti socialiste ouvrier (PSOE) qui refuse d'être une véritable opposition. C'est la seule manière pour arrêter la barbarie que nous vivons. Le travail que nous menons pour faire comprendre ce qui se passe est très important dans ce pays, car il ne faut pas oublier que le Parti populaire a été majoritaire lors des dernières élections. A Tarragone, nous sommes d'accord sur la stratégie de regrouper autour de nos syndicats de classe, l'UGT et les CCOO, l'ensemble des autres organisations syndicales et sociales. Il faut faire un effort titanesque pour démasquer le plan pervers qu'ils sont en train d'appliquer sous prétexte de la crise. Nous avons un délai jusqu'au 15 septembre pour vérifier que nous avons la force suffisante pour une nouvelle offensive des travailleurs.

Il faut organiser deux choses : une marche prolétarienne sur Madrid le 15 septembre ; préparer une nouvelle grève générale pour gagner. Nous ne pouvons pas nous permettre des actions purement symboliques ou de démonstration. Nous devons nous doter d'objectifs clairs et précis pour faire plier le FMI, la Banque centrale européenne et la Commission européenne. Les propositions de Rubalcaba, secrétaire général du PSOE, d'un pacte national pour l'emploi, même si elles ont un caractère spectaculaire, ne sont pas valables, car il n'y a pas de pacte possible avec le gouvernement et beaucoup de choses à récupérer. En plus, Felipe Gonzales insiste sur la nécessité d'un pacte national au moment où le gouvernement amplifie ses attaques. Cette politique n'aide pas la résistance des travailleurs.

Oui, mais quels sont les objectifs de la marche ? Ils parlent d'un « référendum ». Qu'en penses-tu ?

Le référendum me semble une mesure dont l'objectif est de gagner du temps de la part de nos principaux dirigeants syndicaux. Je ne mets pas en doute leur bonne volonté ou leur naïveté. Ils pensent qu'on peut encore conclure un pacte et avoir gain de cause. Pour moi, le référendum n'est pas nécessaire. Les manifestations sont déjà un référendum. Ce gouvernement n'a pas la légitimité, car il a abandonné toute souveraineté et parce que le modèle social qu'il est en train de mettre en place, avec l'excuse de la crise, c'est un modèle social contraire aux intérêts des travailleurs et des peuples. Pourquoi demander un référendum ? Pourquoi user les gens avec des actions symboliques ? Il y a suffisamment d'arguments pour paralyser le pays, pour imposer le retrait du mémorandum, le retrait de la réforme du Code du travail et celui du nouveau plan d'ajustement de 65 milliards.

Oui, mais un million de manifestants à Madrid, cela pose d'autres questions, surtout au moment où le gouvernement est en crise ouverte.

Un million à Madrid peut être un succès ou un échec si le programme minimum n'est pas clairement défini. J'insiste encore : les objectifs doivent être clairs : retrait du plan d'ajustement et de la réforme du Code du travail. Ce n'est pas un plan en plus, c'est une guerre. Si nous ne la gagnons pas, nous hypothéquerons l'avenir de la classe ouvrière pour des décennies.

Pourquoi ne parlent-ils pas, dans l'appel à la marche sur Madrid, de l'Union européenne et de la troïka ?

En réalité, ces camarades restent dépendants de l'Union européenne. Ils prétendent ignorer que Rajoy est uniquement un fidèle serviteur de ces institutions qui représentent le capital financier.

Parce que le manque d'internationalisme est l'une des erreurs les plus importantes de la gauche officielle et du syndicalisme européen. Contre un capital globalisé et uni, nous luttons avec des organisations nationales non coordonnées entre elles. La Confédération européenne des syndicats n'est pas capable d'organiser de véritables actions communes efficaces. Il serait fondamental d'organiser une véritable mobilisation à l'échelle européenne.

Tu as participé à la rencontre ouvrière de Cologne, le 30 juin. Il y a été démontré l'identité d'intérêts des travailleurs de tous les pays et des obstacles auxquels ils sont confrontés dans leurs mobilisations. Quelles conclusions tires-tu de ta participation à cette conférence ?

Les moyens de communication et les instruments du pouvoir réussissent à « nationaliser » les problèmes, à les individualiser. Ils sont intéressés à diviser les luttes, empêcher leur coordination, et c'est pour cela qu'ils poussent à l'affrontement entre générations, entre secteurs, entre autochtones et migrants, entre nationaux et non-nationaux, entre les différents pays... C'est-à-dire identifier les Allemands à Merkel, les Grecs comme des victimes qui méritent leur sort... Ils utilisent même dans le langage le mot « citoyens » et non « travailleurs ». Ils font tout leur possible pour dissoudre la notion de « classe ouvrière » et de « lutte de classe ». Dans des rencontres comme celle de Cologne on met en évidence que l'offensive du capital et son modèle de société sont les mêmes en Italie, en Espagne, en Grèce, en Allemagne, en France, etc. Aucun pays n'est à l'abri de la pire offensive capitaliste de l'histoire. Un travailleur espagnol et un travailleur allemand ont plus de points communs qu'un travailleur espagnol et Botin (P-DG de la banque Santander). Nous avons vérifié que les travailleurs allemands font face au gouvernement Merkel et qu'ils ont subi le gel des salaires et toutes sortes d'attaques.

Cologne et les rencontres de ce type que nous devons impulser permettent de définir des objectifs communs contre les nouveaux traités, contre leur ratification, ou leur abrogation là où ils ont déjà été adoptés. Il faut expliquer aux camarades français et allemands que l'Espagne a déjà ratifié le traité : le pays est au bord de la banqueroute. L'Union européenne et ce traité représentent le chaos et la destruction. Vous avez vu l'incendie en Catalogne. Les moyens de prévention ont été démantelés. C'est la politique d'ajustement de l'Union européenne. S'opposer à l'Union européenne, c'est ouvrir une autre perspective de reconstruction de toute l'économie, par la collaboration solidaire des peuples et des nations souveraines d'Europe. ■

ÉDITORIAL

Qui gouverne ?

Daniel Gluckstein
Secrétaire national du POI

« **T**u ne excellente chose » : c'est en ces termes que le patron de PSA (imité par celui de Renault) a salué le « plan de soutien à l'automobile », estimant avoir été « entendu » par le gouvernement. Le jour même, il confirmait les huit mille suppressions d'emplois chez PSA. A qui s'en étonnerait, *Les Echos* (26 juillet) apportent l'explication. Sous le titre : « *Automobile : le gouvernement tourne la page d'Aulnay* », le quotidien du capital financier salue le « réalisme » du gouvernement « et, surtout, le silence assourdissant entourant le sort de l'usine d'Aulnay. L'aspect le plus révélateur de ce plan est qu'il entérine de fait la fermeture de ce site (...). Si l'on raisonne cyniquement, cela revient à admettre qu'il n'existe pas de meilleure politique de soutien à l'automobile que de reconnaître à un constructeur le droit de résorber les surcapacités industrielles. »

Qui gouverne le pays ? Le Parti ouvrier indépendant ne juge que sur les actes, se refusant à tout procès d'intention. Si, pour tout plan industriel, le gouvernement ne sait que « reconnaître à un constructeur le droit de résorber les surcapacités industrielles » autant qu'il le juge nécessaire pour rétablir ses marges de profit, n'est-ce pas dire que, dans ce dossier, c'est Varin qui gouverne, et non Montebourg ou Ayrault ? Mais Varin ne peut gouverner que si l'on érige en impératif absolu le respect de la propriété privée des moyens de production et des actionnaires, et du droit des « marchés » à dicter — à travers les institutions de l'Union européenne, de la BCE, du FMI — les mesures qui saignent les peuples sur tout le continent.

Laisser le pays être gouverné par le « droit (des capitalistes — NDR) à résorber les surcapacités industrielles » équivaudrait à nier le droit pour les huit mille salariés de PSA, les quarante mille de la sous-traitance, à faire vivre leur famille sur la base de leur salaire (1).

Mais de cette politique, précisément, les peuples ne veulent plus. Ce rejet, cette exigence de rupture montent sur tout le continent. On le voit dans le soulèvement en masse des travailleurs et jeunes d'Espagne. En France, les travailleurs s'interrogent : plus de trois mois après que Sarkozy a été chassé, qu'est-ce qui permet aux capitalistes, aux « marchés », de continuer à imposer leur politique destructrice, comme si de rien n'était ?

En tout état de cause, cette politique doit être combattue. Comme le souligne l'article consacré à PSA (*lire page 4*), l'ordre du jour appelle l'action unie, sur le terrain de la lutte de classe, soudant travailleurs et organisations sur le mot d'ordre clair : retrait du plan, aucun licenciement, maintien de tous les sites. Le combat politique nécessaire pour aider à réaliser l'unité sur le terrain de la lutte de classe se relie à l'exigence de rupture avec l'Union européenne, qui se concentre, aujourd'hui, dans la non-ratification du traité TSCG. D'où la nécessité de renforcer les comités pour l'unité contre la ratification du TSCG et de préparer les conditions de la manifestation nationale, si le gouvernement persiste dans sa volonté de ratifier.

(1) Bien évidemment, la classe capitaliste ne se satisfait pas de ce premier résultat et exige « des mesures complémentaires destinées à améliorer la compétitivité des entreprises ». Aussitôt, le ministre Michel Sapin annonce, pour mi-septembre, une négociation sur « l'adaptation de l'outil automobile » qui permettra aux « partenaires sociaux » de « négocier par anticipation les adaptations nécessaires ».



Photo AFP

Les travailleurs de PSA disent :

Les faits

Varin à Matignon

● **Lundi 23 juillet, le Premier ministre, Jean Marc Ayrault, reçoit le P-DG de PSA, Philippe Varin.** Ce dernier confirme son plan de huit mille suppressions d'emplois dans tout le groupe. Il promet que « chaque employé (aura) une solution à son problème d'emploi », qu'il n'y aura « pas de licenciements secs » et qu'il fera « le maximum pour assurer la réindustrialisation du site d'Aulnay-sous-Bois ». Quant à Jean-Marc Ayrault, rapporte *Le Monde*, il « s'est félicité de ces engagements "à ce que le dialogue social aboutisse à des mesures tenant compte des demandes exprimées par le président de la République et le gouvernement" ».

Le "plan automobile" du gouvernement

● **Mercredi 25 juillet, le gouvernement présente un « plan automobile ».** Principale mesure : l'augmentation à 7 000 euros (contre 5 000 actuellement) d'une prime pour l'achat d'un véhicule électrique, qui vaut en moyenne environ 30 000 euros... Le plan de PSA est implicitement acté. Le ministre du Travail, Michel Sapin, annonce le lancement à la « mi-septembre » d'une négociation de branche de la filière automobile sur « l'adaptation de l'outil automobile en France ». La direction de PSA et le patronat de la branche se félicitent de ce plan (voir notre éditorial).

Manifestation au siège de PSA, débrayage massif à Rennes

● **Le 25 juillet, la direction de PSA détaille en comité central d'entreprise les mesures de suppression d'emplois,** alors que des délégations de travailleurs manifestent devant le siège.

Le lendemain, débrayage massif à l'usine de Rennes. En fin de semaine, tous les sites du groupe ferment pour un mois, en raison des congés annuels.

Les chiffres du chômage flambent

● **Le 25 juillet, tombent les chiffres officiels du chômage pour juin.** Quarzième mois de hausse consécutive. 4,67 millions de personnes inscrites à Pôle emploi, toutes catégories confondues, 48 400 chômeurs de plus en un mois (catégories A, B et C).

Dans nos prochains numéros

- Le combat des travailleurs de Sanofi contre le plan menaçant près de 2000 emplois.
- La situation à Air France, où 5 000 emplois sont menacés.
- Les plans en cours dans les télécoms.

Reportage

Ille-et-Vilaine

2 500 travailleurs débrayent à l'usine PSA de la Janais le 26 juillet

Pierre Priet, à Rennes

Les questions soulevées dans *Informations ouvrières* la semaine dernière au sujet du combat contre le plan Varin, qui prévoit huit mille suppressions d'emplois, réparties sur tous les sites du groupe PSA, ont trouvé un début de réponse dans le débrayage du 26 juillet à l'usine de la Janais, près de Rennes.

Il faut rappeler que les grèves ne sont pas habituelles dans l'usine. La presse avait salué le débrayage du 13 juillet dernier, qui avait réuni quinze cents salariés, ouvriers, employés, cadres, comme une grève historique. A vrai dire, tout le monde avait été surpris par son ampleur.

Le 26 juillet, ils étaient deux mille cinq cents à répondre à l'appel de la totalité des organisations syndicales de l'usine, et ce n'était pas une surprise. Depuis plusieurs jours, malgré les pressions de la direction, les discussions indiquaient que la mobilisation serait forte. Il fallait répondre à l'annonce des suppressions de postes par atelier et par service.

La veille, cent cinquante salariés avaient fait le déplacement à Paris pour la réunion du comité central d'entreprise.

Le 26, ce sont donc des colonnes impressionnantes qui sortent des ateliers, à midi, et se dirigent vers l'esplanade, à l'entrée principale de l'usine. Cette fois, les banderoles et les bannières syndicales sont mêlées. La banderole CGT est flamboyante, elle proclame : « *Tous ensemble pour dire non aux 1 400 suppressions d'emplois.* »

“Tous ensemble pour dire non aux 1 400 suppressions d'emplois. Pas de bagnoles sans nous !”

Unité et pas un seul licenciement vont être le leitmotiv des orateurs syndicaux qui vont se succéder. Cette fois, le meeting est commun. Pierre Comtesse, de Force ouvrière, parle le premier. Il est applaudi, lorsqu'il dit : « *La CGT est avec nous, on est tous unis.* » Il interviendra à nouveau plus tard pour dire : « *Le plan de licenciements n'est pas négociable.* »

Lorsque l'orateur suivant donne le détail des suppressions de postes par service et par atelier, il n'y a pas de doute, la mise à mort de l'usine est programmée ; le slogan fuse : « *Pas de*



bagnoles sans nous ! »

Incontestablement, Michel Bourdon, responsable CGT de l'usine, est le plus applaudi. Son intervention est combative et sans ambiguïté : « *Nous n'acceptons pas un licenciement, ici et ailleurs.* » C'est bien le plan Varin qui est en cause, c'est bien l'unité des salariés, de leurs syndicats de toutes les usines du groupe qui est posée. Les applaudissements redoublent lorsqu'il conclut son intervention en défendant les intérimaires : « *Tout le monde a le droit au travail, tout le monde a besoin de travailler.* » L'usine a fermé ses portes pour les congés. Tout le monde est conscient qu'une bataille sans précé-

dent se prépare. Elle est inévitable et, en deux débrayages, les salariés de l'usine de Rennes ont commencé à prendre conscience de leur force. A la rentrée, en septembre, il n'est pas question de baroud d'honneur. La manifestation de la Confédération européenne des syndicats (CES) du 9 octobre n'a même pas été évoquée. Il faudra bien réagir avant.

Dans toutes les têtes, dans toutes les interventions, il n'est question que de rapport de force. La question de l'unité pour le retrait du plan Varin est cruciale et un pas dans ce sens vient d'être fait. ■

Interview



La parole à...

Miguel Hernandez,
adjoint au maire et responsable
du groupe communiste au
conseil municipal d'Aulnay

Miguel Hernandez est l'un des signataires publics de l'appel de militants de toutes appartenances politiques contre la ratification du nouveau traité européen (TSCG), appel qui a recueilli plus de cinq cents signatures à Aulnay et devant PSA.

Il appelle à participer à une réunion publique, en commun avec des militants du PG, du POI, du PRG, des Verts, à la rentrée (le vendredi 21 septembre est la date retenue pour l'instant), afin d'informer la population et de la mobiliser contre le traité Super-Maastricht.

Il a bien voulu nous donner sa position sur le combat à mener contre la décision de la direction de PSA de fermer l'usine d'Aulnay.

“Nous demandons le maintien de l'usine, de son activité, de tous ses salariés”

Je suis pour une loi interdisant les licenciements. C'est Pierre Laurent, notre secrétaire national, qui avait déjà demandé, avant que PSA n'annonce son plan de huit mille suppressions d'emplois, que des mesures soient prises pour obliger PSA à ne pas licencier.

Il faut arrêter avec cette politique qu'avait formulée Jospin : « *On ne peut rien contre la loi du marché.* » Au contraire, avec cette majorité au Parlement et au gouvernement, on peut faire voter des mesures coercitives, comme le remboursement des prêts de l'Etat. Même si PSA n'est pas une entreprise publique, il faut les contraindre.

Les promoteurs sont déjà prêts à se jeter sur les terrains que libérerait PSA, terrains idéalement placés.

Je ne me résigne pas ! Nous demandons le maintien de l'usine, de son activité, de tous ses salariés. Comme le

disent les syndicats, il faut rééquilibrer la production sur les différents sites. Et défendre un site industriel de haute technologie, produisant un nouveau modèle après la C3, non polluant. C'est ce que disait le maire, Gérard Ségura (PS), avant l'annonce du plan : maintien de la production jusqu'en 2016, puis production d'un nouveau modèle. Depuis que le plan est connu, la municipalité défend toujours le maintien de l'usine, mais on affirme aussi qu'on ne laissera pas PSA spéculer avec les terrains.

Personnellement, je pense que l'Etat pourrait s'approprier PSA-Aulnay. Le PCF est pour un pôle public bancaire, un pôle public des transports en commun, pourquoi pas un pôle industriel public ?

Nous sommes contre la concurrence libre et non faussée de l'Union européenne. On avait dit qu'avec les traités de Maastricht, Lisbonne, on perdrait

notre souveraineté. On est pour une autre Europe.

Que l'Etat s'approprie les moyens de production ne doit pas nous faire peur. La mobilisation doit être plus importante contre la fermeture de PSA, il faut mettre la population de la ville dans la rue, aux côtés des salariés. Et il faut aller vers une mobilisation nationale, pas seulement à Aulnay. Vingt mille emplois sont concernés, avec les sous-traitants.

Un conseil municipal est convoqué le 13 septembre, sur la question de PSA essentiellement. Le débat va se mener à la fête de *L'Huma* (les 14, 15 et 16 septembre).

Il faut espérer que la direction de PSA n'essaiera pas de déménager les machines pendant la période de fermeture pour congés, puis la semaine de chômage technique, et que les syndicats seront vigilants. ■

“Pas de bagnoles sans nous !”

Reportage

Devant le siège de PSA, le 25 juillet

Rassemblés devant le siège du groupe, les syndiqués scandent : “Non aux licenciements !”

Mercredi 25 juillet, à l'appel de toutes les organisations syndicales, s'est tenu un rassemblement devant le siège de Peugeot, à l'occasion de la présentation du plan de huit mille suppressions d'emplois au comité central d'entreprise (CCE). Des délégations de tous les syndicats sont présentes. A noter une forte présence de la fédération FO de la métallurgie et d'un cortège CGT de l'usine d'Aulnay.

L'ASPIRATION DES SYNDIQUÉS EST FORTE

Devant le siège, certains scandent : « Non aux licenciements ! » ; « Renault-Peugeot tous ensemble ! » Nombreux sont ceux qui doutent ouvertement de l'expression : « Il n'y aura pas de licenciements secs », et ajoutent : en l'état, avec ce plan, il y aura des licenciements. Ce jour-là, il y a eu manifestation. L'aspiration des syndiqués est forte : tous ensemble, unité contre ce plan, pas de licenciement...

Même si l'expression commune du gouvernement et du P-DG de Peugeot comme quoi il n'y aura pas de « licenciements secs » est présente dans les communiqués, ces mêmes communiqués expriment aussi le rejet de tout licenciement.

LE RASSEMBLEMENT DU 25 JUILLET

Ainsi, le secrétaire de la fédération CGT donne une conférence de presse, dans laquelle il rappelle que « la CGT s'oppose fermement à la restructuration et aux suppressions d'emplois ». Dans sa déclaration au CCE, FO déclare : « L'addition ne doit pas se régler par des licenciements. »

D'ailleurs, le lendemain, 26 juillet, le rassemblement devant l'usine de Rennes est massif, montrant la même volonté du personnel de s'engager

Photo AFP



Devant l'usine PSA d'Aulnay, le 12 juillet dernier.

contre les licenciements et contre la fermeture d'Aulnay.

Le CCE extraordinaire vote une expertise, alors que le gouvernement a désigné son propre expert, dont les conclusions sont attendues (*lire ci-contre*).

UN VÉRITABLE ENJEU NATIONAL

Dès le lendemain du CCE, les fermetures annuelles des usines PSA commencent. Chacun se retrouvera fin août-début septembre. Tout commencera alors.

Le plan PSA est un véritable enjeu national.

Les travailleurs n'ont pas chassé Sarkozy pour continuer à subir la destruction de leurs acquis, de leur travail, pour continuer à subir les fermetures d'usines et de sites ! Si le plan,

même aménagé, est maintenu, les reclassements, les congés de formation, les aides à la création d'entreprise, les aides à la revitalisation du bassin d'emploi, etc., au bout, il y a les licenciements !

UNE VÉRITABLE OFFENSIVE PATRONALE

Les salariés de la sous-traitance ou les intérimaires seront les plus lourdement touchés du fait de la précarité de leur situation et s'ajouteront aux huit mille suppressions de postes chez PSA.

Nous assistons à une véritable offensive patronale. De très nombreuses entreprises sont menacées, et les plans sociaux se multiplient. L'objectif patronal : abaisser les salaires, augmenter la productivité.

Chacun réfléchit, les discussions commencent. Comment faire pour arrêter cette offensive ? Pour réaliser l'unité, l'unité des salariés de toutes les usines ? Des syndicalistes présents à ce rassemblement faisaient remarquer que personne n'avait vu reculer une direction générale sans le blocage de la production, sans la grève, au moins de tout le groupe. Pour cela, n'est-il pas évident que la tenue d'assemblées générales dans chaque usine, en présence de tous les syndicats, permettrait, par la libre discussion, au personnel de s'unir et de trouver la voie de l'action pour : « *Aucun licenciement, retrait du plan, maintien de tous les sites et de tous leurs emplois !* »

D. et D.,
syndicalistes métallurgie ■

Eclairage

Le CCE demande une expertise du plan

● La procédure d'expertise demandée par le CCE est systématique lors des plans de licenciements appelés « plans de sauvegarde de l'emploi ». Elle est prévue par le Code du travail : les délais de sa réalisation, les dates de présentation au CCE, la restitution de cette expertise dans chaque CE, la poursuite de la présentation du plan de la direction, les séances de suggestions et propositions des élus du personnel, tout cela est balisé par le Code du travail et fait partie de la procédure d'information-consultation des instances représentatives du personnel. Une des conséquences du recours à une expertise est l'allongement de la procédure. Cela permet de gagner du temps. En aucun cas, la procédure d'examen du plan, comme certains l'ont écrit, n'est gelée.

● L'expertise pourrait être utile pour la compréhension de la situation économique du groupe par les élus. Ses résultats peuvent être efficacement utilisés pour appuyer le refus des licenciements. Par exemple, l'expertise pourrait mettre en évidence l'importance des milliards versés aux actionnaires depuis des années, dont la famille Peugeot, ainsi que les aides massives versées sans contrepartie aux constructeurs.

● L'expertise pourrait montrer, n'en doutons pas, la contradiction totale entre les exigences des actionnaires, exigences de profitabilité et de productivité, et le besoin de chaque salarié de garder son emploi pour conserver son salaire. Car là est la question : priorité aux actionnaires ou priorité aux besoins des travailleurs et de leurs familles ? La direction générale, elle, ne manquera pas d'attendre de cette procédure un « constat partagé » avec les syndicats, ouvrant la voie à l'application de son plan, dont le but est clair : la sauvegarde des dividendes et de la marge !

● M. Varin, P-DG, n'a pas ménagé sa peine : rencontres avec la présidence de la République, le Premier ministre, les députés. Tout cela pour essayer de bâtir un consensus national sur le pseudo-engagement qu'il n'y aura « pas de licenciements secs » et que « le but commun est la compétitivité de PSA ». La direction attend que la procédure entamée au le CCE le 25 juillet aboutisse au même consensus, notamment par l'engagement des élus, comme c'est le plus souvent le cas, dans le « dialogue social » et la discussion pour intégrer des « propositions » alternatives d'accompagnement au plan de licenciements. ■

Interview

“On tape du poing sur la table, on arrête tout !”

Eric Durand, syndicaliste CGT à la fonderie de Renault-Cléon, militant du PCF, signataire de l'appel des 32 militants de Seine-Maritime contre la ratification du traité TSCG.

Tu es signataire de l'appel contre la ratification du TSCG qui instaure la règle d'or. Pourquoi ?

Je ne veux pas que ce qui se passe en Espagne et en Grèce se généralise, que l'on tire tout le monde vers le bas et que l'on emmène l'Europe vers la misère, vers une catastrophe.

Qu'est-ce que tu en penses pour la France ?

Aujourd'hui, il n'y a pas concrètement grand-chose de fait, ça n'aboutit pas. On a un gouvernement qui ne pousse pas de l'avant, ça ne s'inverse pas par rapport à tout ce qui se met en place. Tu prends Peugeot et Renault, Ghosn,

le P-DG de Renault, se dit : « Si Peugeot réussit sa restructuration, il va prendre de l'avance sur nous et nous serons obligés de nous aligner », donc de restructurer.

Il y a quand même ce plan de huit mille suppressions d'emplois. Comment porter un coup d'arrêt à ça, maintenir tous les emplois ? Est-ce que ce mot d'ordre est juste ?

Oui, déjà, je suis un convaincu, mais si je prends la question de la CGT, il va falloir qu'on se bouge un peu plus, que l'on soit plus ferme.

Est-ce qu'il y a une volonté au-dessus de nous de réellement nous battre et

d'aller frapper un grand coup ? Là-dessus, je suis assez sceptique, et j'ai de grosses interrogations, parce qu'il y a la peur d'être débordé. Il n'y a pas une volonté ferme de combattre tout ce système.

Il y a des grèves à tour de rôle, les uns après les autres, un coup le privé, un coup le public, un coup l'automobile, un coup la pétrochimie. C'est assez dispersé, ce n'est jamais tout le monde en même temps. C'est compliqué.

Est-ce que tu penses que cela aiderait si on disait : on prépare quelque chose de sérieux ?

Déjà, en central, si notre secrétaire disait : on tape du poing sur la table, on arrête tout, on tape dans la fourmière, les gens se diraient : « C'est du sérieux, ce n'est pas pour rien. » Ils en ont marre de perdre une journée de boulot, par-ci, une autre par là. Pour les retraites, au final, on n'a rien gagné. Au moment où on était dans la rue, on aurait pu faire beaucoup plus fort. On va croire que je suis contre les instances, mais non, je voudrais qu'ils soient plus combatifs.

Propos recueillis
le 20 juillet ■

Tous les sites de PSA sont concernés

Site par site, le détail des 8 000 suppressions d'emplois

- Aulnay (Seine-Saint-Denis) : 3 000 (fermeture de l'usine).
- Rennes (Ille-et-Vilaine) : 1 400.
- Poissy (Yvelines) : 702.
- Vélizy (Yvelines) : 680.
- Sochaux (Doubs) : 579.
- Sevelnord (Nord) : 500.
- Paris, siège social : 317.
- Mulhouse (Haut-Rhin) : 273.
- Poissy, pôle tertiaire : 192.
- Charleville-Mézières (Ardennes) : 98.
- Trémery (Moselle) : 52.
- Metz-Borny (Moselle) : 42.
- Carrières-sous-Poissy (Yvelines) : 22.
- Autres sites : 143.

EDF

Les sous-traitants de la centrale nucléaire de Cruas font reculer la direction d'EDF

Les 150 salariés de l'entreprise Essor, filiale de Freyssinet (groupe Vinci), en grève depuis le 5 juillet à la centrale EDF de Cruas-Meysses (Ardèche), viennent de faire reculer la direction d'EDF.

Correspondant

La direction d'EDF avait décidé de renouveler le marché de la maintenance et de la logistique de la centrale, attribué depuis cinq ans à l'entreprise Essor. Le marché devait être scindé en deux et alloué à deux nouvelles entreprises, chez lesquelles seraient transférés les salariés, mais avec pour effet « d'éclater le collectif de travail, de remettre en cause la représentativité du personnel et pour une partie des salariés, de passer de la convention collective Syntec à celle du nettoyage, qui lui est inférieure en droits (...) » (voir Informations ouvrières, n° 209).

Une délégation des salariés d'Essor étant reçue, mardi 24 juillet, au ministère de l'Ecologie, une quarantaine d'entre eux ont fait le trajet Cruas-Paris en car, pour manifester ce jour-là devant le siège social d'EDF (22, rue de Wagram à Paris).

Avec les banderoles et drapeaux des organisations syndicales CGT, FO et CFDT de la centrale de Cruas, soutenus par des délégations de la CGT mines et énergie, des syndicats CGT du groupe Vinci, ainsi que de l'union syndicale CGT de la construction de Paris, les salariés d'Essor étaient déterminés et confiants.

Confiants, car la veille, le lundi 23 juillet, le directeur EDF de la centrale de Cruas publiait une note déclarant « infructueux l'appel d'offres en cours » et prolongeant le contrat attribué à Essor pour dix-huit mois, à compter du 1^{er} janvier 2013, cela « afin d'organiser un nouvel appel d'offres qui intégrera un cahier des charges social ».

« Cela nous donne deux ans de répit (...). Mais nous allons rester vigilants. La ministre



de l'Ecologie, Delphine Batho, nous a assuré qu'une rencontre entre les organisations syndicales et EDF serait programmée pour discuter de ce nouveau cahier des charges (...), nous ne lâcherons pas sur nos exigences », a déclaré le délégué syndical CGT, rappelant les revendications des salariés d'Essor :
— la reprise du marché de Cruas par une seule entreprise ;
— la reprise à l'identique de l'ensemble des contrats de travail, avec l'ensemble des avantages acquis ; pas de clause de mobilité ;
— la reconduction de tous les mandats et le maintien du CHSCT de site ;

— la reconduction de tous les accords d'entreprise et le maintien des aspects les plus avantageux de la convention collective de l'ingénierie et des bureaux d'études applicables chez Essor ;
— le transfert des droits à prévoyance, intéressement et participation.

Jeudi 26 juillet, le syndicat CGT d'Essor était toujours en négociation avec la direction sur le protocole de fin de conflit, revendiquant notamment le paiement des jours de grève et l'embauche en CDI de 11 salariés actuellement en CDD. ■

HÔPITAUX

L'agence Moody's abaisse la note de dix-sept hôpitaux

Nicole Bernard

On apprend, par la presse, que, après l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) en début d'année, dix-sept centres hospitaliers universitaires français (CHU) viennent d'être dégradés par l'agence de notation Moody's, qui souligne « la détérioration rapide de leur situation financière ».



Photo DR

Ainsi donc, la situation financière des CHU est évaluée par les agences de notation ?

Cette évaluation est destinée aux banques qui prêtent aux hôpitaux, et à qui l'agence de notation conseille, comme pour l'Espagne, d'augmenter leurs taux d'intérêt.

Comment est-il possible que les hôpitaux publics dépendent ainsi des banques pour leur fonctionnement ? Comment est-il possible que l'argent de la Sécurité sociale serve à rémunérer les banques ? C'est la conséquence terrifiante des bouleversements intervenus dans leur financement.

Initialement, le financement des hôpitaux publics était fondé sur le prix de journée. La prise en charge par la Sécurité sociale (à 80 % depuis 1945 et la plupart du temps à 100 %, selon les actes pratiqués, la durée de séjour, la maladie traitée) correspondait, plus ou moins, aux dépenses supportées par l'hôpital, résumées dans le prix de journée. L'hôpital n'avait donc pas besoin d'emprunter pour son fonctionnement. Ce d'autant que les caisses régionales d'assurance maladie finançaient les investissements par des prêts sans intérêts.

En 1983, le gouvernement PS-PCF a remplacé le prix de journée par la dotation globale : celle-ci se substitue à la prise en charge individuelle (selon le

nombre de journées) un « budget global » fixé par le préfet. Bien qu'incitant à réduire les séjours, la dotation globale prenait encore en compte les dépenses de l'hôpital et leur évolution d'une année sur l'autre, le déficit éventuel étant repris en compte l'année suivante.

C'est ce mécanisme qui est cassé par la tarification à l'activité.

En effet, la tarification à l'activité déconnecte complètement les recettes hospitalières des dépenses. Quelle que soit la durée de votre hospitalisation, quels que soient les soins qui vous ont été dispensés, l'hôpital perçoit un forfait par activité. Ce dispositif organise scientifiquement le déficit de l'hôpital au travers d'un alignement par le bas (concrétisé par la fameuse convergence tarifaire entre le public et le privé).

L'organisation scientifique du déficit aboutit à l'obligation pour un nombre croissant d'hôpitaux d'emprunter et d'alourdir ainsi leur budget d'une charge d'intérêts contradictoire aux besoins des malades.

Au moment où le gouvernement commence à préparer — nous y reviendrons — le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2013, cette nouvelle vient rappeler qu'il n'y a aucune solution. ■

FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

Le gouvernement vient de rétablir la cotisation de 1 % des collectivités territoriales au Centre national de la fonction publique territoriale

Un recul du gouvernement qui nécessite des suites

Correspondant

Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) est un établissement en charge de la formation professionnelle initiale et continue des 1,8 million d'agents des collectivités locales. Seul établissement public national de la territoriale, il constitue à ce titre la clé de voûte du statut des agents des collectivités locales. Au cours de ces dernières années, il a subi de nombreuses attaques de tous ceux qui veulent casser le statut des fonctionnaires territoriaux, notamment par la loi Hortefeux, du 7 février 2007. En transférant les concours de catégorie A aux centres départementaux de gestion, la loi Hortefeux a mis fin à la garantie de leur organisation nationale et annuelle. De fait, si les choses restent en l'état, il n'y aura pas de concours d'attachés territoriaux l'an prochain, en 2013. Ce serait la première fois depuis la création du grade d'attaché en 1978 qu'il n'y aurait pas de concours d'attaché. Une première inquiétante.

Plus de six mille collectivités locales ont adopté durant l'automne 2011 une délibération demandant le rétablissement du 1 %.

En 2011, le rapport de la Cour des comptes (présidée par Didier Migaud, PS) sur le CNFPT a préconisé la baisse du taux de cotisation des collectivités locales à cet établissement. Cette préconisation a été suivie par le sénateur Jean Arthuis (UMP),

qui a fait adopter, avec l'appui du gouvernement Fillon, un amendement abaissant à 0,9 % cette cotisation.

Cette attaque contre le droit à la formation professionnelle des fonctionnaires territoriaux a entraîné une puissante riposte du CNFPT lui-même, des organisations syndicales de la fonction publique territoriale, des associations d'élus, des personnels territoriaux et des collectivités locales. A l'initiative du président du CNFPT, François Deluga (PS), plus de six mille collectivités locales ont adopté durant l'automne 2011 une délibération demandant le rétablissement du 1 %.

Lors de la conférence sociale des 9 et 10 juillet, les fédérations CGT et FO de la territoriale ont considéré que le rétablissement du 1 % constituait une mesure d'urgence à prendre. Le 19 juillet, l'Assemblée natio-

nale adoptait un amendement gouvernemental rétablissant le taux de cotisation des collectivités locales à 1 %, à compter du 1^{er} janvier 2013.

Dans un communiqué du 24 juillet, la fédération des personnels des services publics et des services de santé Force ouvrière se félicite du retour au 1 % et « demande au CNFPT de prendre à nouveau en charge les frais kilométriques des agents en formation, sans nécessairement attendre le 1^{er} janvier 2013 ». La fédération CGT des services publics se félicite, elle, de la décision du gouvernement Ayrault de rétablir le 1 % et « revendique que le gouvernement réponde positivement aux autres revendications dont elle a été porteuse lors de la conférence sociale, notamment sur le point d'indice, la grille indiciaire, le jour de carence, le droit à la carrière, l'emploi public, la résorption de la précarité, le financement des collectivités locales ».

Alors que le gouvernement évoque un volet emploi public à l'acte III de la décentralisation, la consolidation du CNFPT comme institution majeure de la fonction publique territoriale constitue un point d'appui pour la défense de l'unité du statut des fonctionnaires territoriaux. ■

INFORMATIONS SYNDICALES

Un communiqué des syndicats des agents des finances publiques

Les syndicats nationaux des Finances publiques (Solidaires Finances publiques, CGT Finances publiques, FO DGFIP, CFDT Finances publiques, CFTC Finances publiques et UNSA DGFIP) ont publié un communiqué commun pour annoncer leur entrevue avec le ministère des Finances le 30 juillet.

Dans ce communiqué, ils dénoncent la poursuite de la politique du précédent gouvernement, et, notamment, le gel du point d'indice, les suppressions de postes. Ils déclarent à ce sujet : « Les syndicats de la DGFIP dénoncent fermement des choix inacceptables qui, s'ils étaient faits, se traduiraient inévitablement par une accélération de la dégradation des conditions de travail, que les suppressions d'emplois et les restructurations de ces dernières années ont déjà alimentée, et qui se traduit par une perte de qualité du service public dans l'exercice de ses missions, au détriment des contribuables et des usagers. »

Et ils demandent au ministre « de ne pas poursuivre sur cette voie ».

Nous y reviendrons la semaine prochaine.

Le Liban, sous la menace d'une nouvelle guerre civile

Après Damas, c'est la grande ville d'Alep — à soixante kilomètres de la frontière turque — qui est le théâtre d'affrontements entre les forces gouvernementales et des éléments de « l'Armée syrienne libre », installés dans plusieurs quartiers. D'après le *Financial Times* (24 juillet), à Damas, « les habitants font retomber la responsabilité de leur situation sur les deux camps. » *L'International Herald Tribune* (31 juillet) note que « les cris de guerre sont de plus en plus religieux » et s'alarme des conséquences pour toute la région d'une dislocation de la Syrie. C'est à ce moment, pour l'information comme pour la réflexion, qu'il a paru nécessaire à la rédaction de publier cette lettre reçue d'un correspondant du Liban.

Selon le point de vue de l'impérialisme américain, qui veut dominer le Moyen-Orient, l'Égypte est en voie de reprise en main, l'Irak n'est pas encore stable, mais la Syrie et le Liban représentent toujours des territoires échappant à son contrôle.

Depuis l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri (attentat dont les coupables n'ont toujours pas été identifiés), les États-Unis cherchent à intervenir en Syrie. C'est avec cet éclairage qu'il faut analyser la situation. Depuis le Liban, on peut constater, essentiellement dans la région de Tripoli (nord du pays), des regroupements de plus en plus importants de militants islamistes, en provenance de tous les pays arabes, encadrés par des forces spéciales, prêts à partir combattre en Syrie. Ils seraient plus de six mille. En Syrie même, des officiers américains encadrent les groupes de l'Armée syrienne libre (ASL). Lorsque l'un d'en eux a été tué dans les combats, l'information a rapidement été camouflée. Les États-Unis préparent leur intervention, via le Liban, au mépris de la souveraineté du pays. Les camps d'entraînement sont approvisionnés en armes et munitions, malgré le refus du gouvernement libanais. Pour monter leur opération, les États-Unis cherchent à diviser la société libanaise et attisent les affrontements entre pro et anti-Bachar el-Assad. On a



Ces Syriens passent à pied le poste frontière avec le Liban à al-Masnaa, le 20 juillet. L'ONU en a enregistré plus de 34 000 au Liban. Ils sont plus de 43 000 en Turquie, plus de 8 000 en Irak, sans compter le million de déplacés à l'intérieur du pays.

cherché à créer des conflits entre les alaouites libanais et les sunnites, dans la région Nord, pour pousser le Hezbollah à intervenir. Mais celui-ci reste sur sa position de ne pas intervenir dans les conflits interlibanais. A Saïda, plus dans le Sud, des provocations ont été montées pour créer des tensions entre sunnites et chiïtes (le Hezbollah est essentiellement chiïte). L'armée libanaise reste neutre, et le chef du gouvernement, sous la pression, s'est rangé du côté américain et saoudien. Toute la région est mise de fait à contribution pour renforcer les rangs de l'opposition armée au pouvoir syrien. La coalition du 8-Mars fait front pour désamorcer toutes les provocations. Constituée notamment par le Hezbollah et le parti du général chrétien Michel Aoun, cette coalition milite activement contre toute résurgence d'une guerre communautaire. Au Liban, les souvenirs de la guerre civile (1975-1990) sont encore très présents. Mais, pour l'impérialisme, la Turquie, l'Arabie Saoudite, une guerre civile au Liban affaiblirait considérablement les positions de Bachar el-Assad. Les tensions sont extrêmes. Selon le point de vue médiatique largement répandu, le Liban est divisé en deux coalitions. Celle dite du 14-Mars, dirigée par des sunnites, largement financés par l'Arabie Saoudite, à laquelle sont liés les Phalanges chrétiennes d'extrême droite, et la coalition du 8-Mars. On présente souvent ces deux groupes comme sunnites pro-Arabie Saoudite et chiïtes pro-Iran. Pourtant, la majorité des organisations chrétiennes sont membres du front du 8-Mars.

Mais, au Liban, il y a une autre voie, qui milite contre toute intervention extérieure, sans être lié à l'Iran. Il s'agit du mouvement national, qui regroupe des militants de toutes les communautés, des syndicalistes à titre individuel, des hommes et des femmes qui militent contre une nouvelle guerre civile.

Si l'on constate en Syrie qu'une majorité de la population sunnite reste derrière le pouvoir (cela avec des motivations diverses, la première étant la crainte des islamistes), la grande bourgeoisie sunnite, quant à elle, est prête à abandonner Assad dès que le rapport de force changera sur le terrain. Malgré plusieurs démissions de hauts cadres de l'armée, le régime maîtrise toujours la situation. La guerre est intense. Deux avions de l'armée turque ont été abattus en zone syrienne. Il faut savoir qu'une partie des dirigeants de la Turquie veulent attaquer la Syrie, mais une telle offensive aurait des répercussions considérables en Turquie, notamment du côté des Kurdes, qui pourraient alors être ouvertement soutenus par Assad. L'Armée syrienne libre, qui est en fait constituée de groupes armés plus ou moins coordonnés, est largement armée par les États-Unis et financée par le Qatar et l'Arabie

Saoudite (dont on connaît le goût pour la démocratie). Les salaires des combattants de l'ASL, notamment dans l'aviation, sont très élevés, ce qui incite aux désertions dans l'armée régulière syrienne. L'opposition au régime d'Assad ne se résume pas, loin de là, au Conseil national syrien, qui n'a aucune autonomie politique et est entre les mains de ceux qui le financent (les États-Unis, le Qatar...).

Une opposition républicaine, ouvertement contre toute intervention étrangère, existe, cherche à se regrouper, notamment autour de militants comme Michel Kilo, Haytham Bana, mais les pressions sont énormes. Dans tous les pays arabes, aujourd'hui, comme en Turquie ou en Égypte, pour les États-Unis, la meilleure solution, c'est le choix des islamistes. Cela dit, si les États-Unis veulent la chute d'Assad, ils craignent de ne pas en maîtriser les conséquences, notamment les répercussions en direction de l'État d'Israël, et de la Jordanie, qui est très affaiblie. C'est pourquoi un scénario à la yéménite se profile. Cela signifie, comme au Yémen, faire pression pour que le chef de l'État démissionne et que se constitue un gouvernement de coalition. Mais Assad tient en place, soutenu par la Russie. Les islamistes de l'ASL sont allés trop loin pour accepter une telle coalition. Ils veulent la totalité du pouvoir. Aujourd'hui, loin de toute solution, c'est surtout la perspective d'un affaiblissement général de la Syrie qui s'installe dans la durée.

PHILIPPINES

Coup de force contre les droits des travailleurs de l'aviation civile



En 2011, les employés de la compagnie PAL avaient fait grève contre l'externalisation de 2 600 emplois.

Depuis plusieurs mois, le syndicat des employés de la compagnie aérienne Philippines Air Lines (PAL) résiste par des grèves et des manifestations aux tentatives de la direction d'« externaliser » toute une série de services comme moyen de licencier des travailleurs régulièrement employés par la compagnie. Or, le 20 juin dernier, un procureur a demandé que soient mis en examen deux cent trente-quatre travailleurs de la compagnie, à la suite d'une plainte de celle-ci, accusant les syndiqués ayant participé à une action de protestation organisée par le syndicat de « sabotage économique ». La plainte a été déposée en s'appuyant sur un article d'une loi philippine qui sanctionne « toute personne qui détruit ou endommage gravement les installations d'un aéroport ou perturbe les services d'un aéroport ». Gerry Rivera, président du syndicat des employés de la PAL, a expliqué : « La décision est dépourvue de fondement juridique puisqu'aucune dégradation n'a jamais été commise contre les installations de l'aéroport. » C'est donc uniquement le droit de grève et de manifestation qui est en cause. Le syndicat PALEA appelle à la solidarité contre la mise en cause des droits syndicaux et affirme qu'il poursuivra le combat jusqu'à la réintégration des travailleurs licenciés de la PAL dans leurs emplois réguliers.

MEXIQUE

Après les élections frauduleuses du 1^{er} juillet

Informations ouvrières a déjà noté que nombreuses étaient, au Mexique, les organisations ouvrières et démocratiques qui ont dénoncé les conditions frauduleuses des élections du 1^{er} juillet et « la victoire » de Pena Nieto, le candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI). Dès le 7 juillet, d'importantes manifestations dénonçaient la fraude. Nieto ne l'a emporté qu'avec 24 % des inscrits et cinq millions de voix ont été achetées. A l'appel de l'Organisation politique du peuple et des travailleurs, de nombreuses organisations politiques et syndicales ont lancé un appel à l'annulation de l'élection présidentielle. Elles déclarent que l'impérialisme américain et l'oligarchie locale ont « fabriqué » Pena Nieto pour qu'il impose les contre-réformes que Calderon, son prédécesseur, n'a pu réaliser : privatiser Pemex (la compagnie pétrolière) et CFE, détruire l'édifice des droits du travail et la Sécurité sociale, continuer ladite « guerre du narcotrafic » pour faire que la violence et le chaos augmentent et, ainsi, vendre les richesses de la nation. Pour ce faire, il a engagé les services de l'ex-directeur de la police colombienne, le général Oscar Naranjo, une créature du gouvernement américain qui a réprimé les syndicats en Colombie.

Europe

REVUE DE PRESSE

Crise européenne, crise mondiale

François Forge

"Mobilisation générale pour sauver l'euro", c'est ce que titre **Le**

Figaro, le 30 juillet, pour annoncer une interview de Jean-Claude Juncker, président de l'Eurogroupe (les ministres des Finances de la zone euro). Pourtant, il y a un mois, après le « sommet européen » des 28 et 29 juin, le « sauvetage » de l'euro avait été heureusement réussi, du moins s'il fallait en croire la grande presse...

Comment s'y retrouver dans la succession de plus en plus précipitée de déclarations contradictoires, de proclamations martiales et d'annonces de nouvelles catastrophes ?

Une chose est claire, au-delà du bruit et de la fureur, c'est que la zone euro, l'Union européenne dans son ensemble, tous les Etats qui la composent, sont en récession, c'est-à-dire que la production de biens et de marchandises y régresse — ou tout au moins, pour employer l'expression officielle, « se contracte » — et que le chômage y progresse.

La différence que l'on assurait déterminante entre le nord et le sud du continent européen s'efface au profit du désastre commun qui frappe tous les pays.

L'Europe constituerait-elle un cas particulier, comme semblait le dire, par exemple, **Le Monde** (12 juin), déclarant : « *Le monde entier en veut à la zone euro.* » ? Certes, la crise prend un

caractère particulièrement explosif en Europe, du fait des conséquences dévastatrices, aujourd'hui, de la mise en place de l'euro et des institutions européennes. Mais elle est une crise mondiale.

Le quotidien américain **International Herald Tribune** (28 juillet) le relève bien, écrivant : « *Les données statistiques soulignent la fragilité des économies américaine et européennes* », précisant : « *Le chômage en Espagne bat des records, tandis que l'économie américaine perd son élan, accroissant la nécessité d'une action des banques centrales des deux côtés de l'Atlantique.* »

Les autorités américaines ont lourdement insisté sur le fait que le règlement des problèmes en Europe était indispensable à l'économie américaine.

Il n'est donc pas étonnant qu'au moment où le énième plan de sauvetage est annoncé, M. Geithner, secrétaire américain au Trésor, vienne en Europe faire ses « recommandations » (pour utiliser un langage diplomatique aux dirigeants européens.

Mais en quoi consiste le nouveau plan ? Pour **Le Monde** (28 juillet), il s'agirait d'un « *plan concerté Etats-Banque centrale européenne pour sauver la zone*

euro ». En d'autres termes, la Banque centrale européenne s'apprêterait à racheter, sous la forme de bons, une partie de la dette des Etats. Une telle mesure équivaldrait à une opération gigantesque de « *quantitative easing* », c'est-à-dire de « *facilité monétaire* », ce que les économistes français traduisent par « *politique monétaire non conventionnelle* », c'est-à-dire, pour

parler clair, de faire fonctionner la « *planche à billets* », bien que, dans ce cas, il ne s'agisse pas de billets, mais de lignes de crédit.

La Réserve fédérale américaine (FED) a, depuis 2008, injecté plus de deux mille huit cents milliards de dollars dans le système. Pour sa part, la Banque centrale européenne a injecté mille cinq cents milliards d'euros dans les banques. Tout le monde parle de la crise de la dette, mais, dans ce cas, l'action de ces grandes institutions financières consisterait à chercher à éteindre l'incendie en y versant des flots d'essence.

Ces injections stimulent-elles la « *croissance* » ?

Les constatations du FMI sur l'effondrement en cours à l'échelle mondiale montrent que ce n'est pas le cas. Elles visent à maintenir à flot le système

même qui a engendré ce qu'on appelle la dette, tout en cherchant à rétablir des conditions plus propices à l'exploitation, c'est-à-dire à procéder à une liquidation radicale des droits et des conquêtes sociales de la classe ouvrière dans tous les pays.

Le porte-parole du FMI le répète : « *Pour juguler l'hémorragie des capi-*

taux, il faut redresser les budgets, ce qui est fait aujourd'hui est bien, mais cela ne suffit pas » (Olivier Blanchard, économiste en chef du FMI, **Le Monde**, 18 juillet.) « *Cela ne suffit pas* », c'est ce que les émissaires de la troïka sont venus répéter en Grèce. Ce sont tous les pays d'Europe, tous les travailleurs d'Europe qu'ils menacent. ■

L'action de ces grandes institutions financières consisterait à chercher à éteindre l'incendie en y versant des flots d'essence.

“Il nous faut des résultats, des résultats, encore des résultats”



Photo AFP

M. Barroso, président de la Commission européenne, qui, en lui-même, n'est rien, qui ne peut se réclamer d'aucune apparence de légitimité démocratique, mais qui parle au nom des institutions européennes et des « *marchés* » — en fait des besoins du capital financier mondial et d'abord américain —, s'est rendu à Athènes. « *Il nous faut des résultats, des résultats, encore des résultats* », a-t-il osé proclamé.

Il a réclamé de nouvelles mesures de pillage contre le peuple et les travailleurs de Grèce, notamment une baisse supplémentaire des retraites.

Nul doute qu'en affirmant qu'il n'y avait pas à discuter de l'application du mémorandum, Syriza (la coalition opposée au mémorandum) n'exprime la volonté du peuple travailleur de Grèce. Mais c'est à l'échelle de toute l'Europe que la question se pose. A Cologne, le 30 juin dernier, à l'initiative de militants syndicalistes allemands, une rencontre s'est tenue avec des militants ouvriers grecs, espagnols, britanniques, portugais, belges et français.

Dénonçant le nouveau traité européen (le TSCG), un délégué allemand rappela que ce traité « *bafouait la démocratie* », au nom des « *diktats de l'Union européenne qui visent avant tout les conquêtes des travailleurs, et d'abord la santé et la protection sociale, cibles d'un impitoyable pillage* ».

C'est à ce pillage que le peuple grec s'oppose, comme tous les peuples et tous les travailleurs d'Europe.

« *Les résultats* » ne seront pas ceux escomptés par M. Barroso.

> Tribune libre des courants <

COURANT COMMUNISTE INTERNATIONALISTE DU POI, SECTION FRANÇAISE DE LA IV^E INTERNATIONALELe sens de l'hommage que nous rendrons à Léon Sedov, le 1^{er} septembre, au cimetière de Thiais

Le 1^{er} septembre prochain, la section française de la IV^e Internationale rendra hommage, comme elle le fait chaque année, à la mémoire des militants ouvriers de toutes tendances tombés victimes de la répression stalinienne, au premier rang desquels Léon Trotsky, dirigeant de la révolution d'Octobre, fondateur de la IV^e Internationale, assassiné à Mexico en août 1940, et Léon Sedov, son fils, assassiné à Paris en 1938.

Au moment où l'ordre politique de l'ensemble du continent européen est en train de basculer dans une situation qu'il n'a pas connue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la section française de la IV^e Internationale rendra hommage aux intrépides combattants révolutionnaires de cette génération, dans l'esprit qui fut celui de Léon Trotsky, en octobre 1915, à un autre tournant dramatique de l'histoire mondiale et européenne.

« *La nouvelle Internationale, écrit-il, a besoin de ces témoins des anciennes épreuves, indomptables devant le pouvoir. Mais par-dessus tout, il lui faut trouver de nouveaux adhérents dans la personne des représentants de la nouvelle génération, qui a rejeté ses ultimes illusions patriotiques sur le champ de bataille, qui se heurtera à la société bourgeoise en des conflits sociaux où les deux camps, ayant passé par l'école de la guerre, ne reculeront pas devant la perspective de mesurer leurs forces. C'est dans ce cas que nous sommes en droit de dire : la III^e Internationale est devant nous !* »

C'est ainsi que la section française, qui prépare, avec toutes les autres sections de l'In-

ternationale, le VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, a choisi de donner la parole pour cet hommage à des représentants de cette nouvelle génération qui participent aux combats engagés en Espagne, en Allemagne et en France pour pouvoir affirmer, en paraphrasant Trotsky : « *Nous sommes en droit de dire : la IV^e Internationale est devant nous !* »

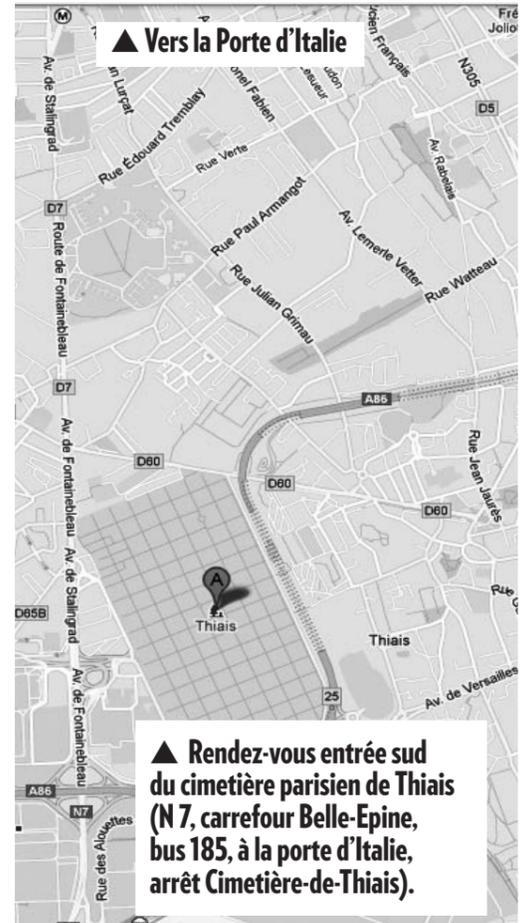
Dans une première contribution du secrétariat international à la préparation du VIII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, consacrée à l'Europe, il est affirmé : « *La résistance s'étend progressivement à tous les pays. Elle se dirige contre la décision prise par le capital financier américain de faire payer aux peuples les conséquences de la faillite de toutes les politiques parasitaires encouragées dans le cadre de l'UE. (...) Cette résistance s'oriente naturellement, aujourd'hui, sur le combat politique pour se rassembler et interdire la ratification du traité TSCG, interdire son application par quelque gouvernement européen que ce soit.* »

(...) *Les peuples d'Europe souverains, débarrassés du carcan des institutions européennes qui incarnent le pouvoir du capital financier, seront libres de s'associer, dans le respect des institutions démocratiques qu'ils se seront données, pour réorganiser l'industrie automobile, la sidérurgie..., qu'ils auront expropriées, les services publics, qu'ils auront renationalisés pour la satisfaction exclusive des besoins de leurs peuples. C'est sur ce terrain que s'épanouira la collaboration fraternelle de tous les peuples, la solidarité qu'ils ne cessent de manifester dans les combats actuels et que se construiront les véritables Etats-Unis socialistes d'Europe qui feront définitivement oublier le passé des*

luttres fratricides provoquées par les capitalistes.

(...) *Des forces immenses aspirent à se dégager pour mener ce combat. (...) Les jeunes n'ont, pour la plupart, connu que les petits boulots ou les contrats précaires à perpétuité. Ils sont étudiants-salariés ou chômeurs, mais ils savent ce qui se joue. Et, comme les étudiants du Québec, ils se préparent à prendre toute leur place, aux avant-postes, dans cette bataille contre la déchéance à laquelle les condamne le capital financier. Il revient aux sections de la IV^e Internationale de chercher les formes qui les aident à occuper cette place.* ■

Le 1^{er} septembre, prendront la parole sur la tombe de Léon Sedov, au cimetière de Thiais, pour témoigner du combat dans lequel ils sont engagés avec la jeunesse de leur pays :
Nuria Aguilera, pour l'Espagne,
Julian Gürster, pour l'Allemagne,
et Guillaume Zarka, pour la France.



INFORMATIONS OUVRIÈRES
Tribune libre de la lutte des classes,
hebdomadaire du POI. Dans le cadre
 de sa tribune libre, *Informations ouvrières*,
 fondé par Pierre Lambert, offre la possibilité
 de s'exprimer librement à tout groupement

ou formation politique qui entend sincèrement
 combattre pour l'émancipation des travailleurs.
 Cela sous leur propre responsabilité.
 L'hebdomadaire est édité par l'association
 (loi 1901) Informations ouvrières.
 Daniel Gluckstein, directeur de la publication.

• **Rédacteur en chef :** Lucien Gauthier.
 • **Siège :** 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.
 • **Imprimerie :** Rotinfed 2000, Paris.
 • **Tirage :** 20 000 exemplaires.
 • **Commission paritaire :** 0909 C85 410.
 • **ISSN :** 0813 9500.

• **Rédaction :** *Informations ouvrières*,
 87, rue du Faubourg-Saint-Denis,
 CS 30016 - 75479, Paris CEDEX 10.
 Tél. : 01 48 01 89 23.
 Fax : 01 48 01 89 29.
 E-mail : informations-ouvrieres@fr.oleane.com

• **Administration-abonnements :**
 Maïté Dayan.
 Tél. : 01 48 01 88 22 ;
 01 48 01 88 41.
 E-mail : diffusion-io@fr.oleane.com
 • **Dépôt légal :** à publication.

> L'actualité internationale <

L'HUMEUR
 de Michel Sérac

TVA, CSG : d'un mensonge à l'autre

Cela ne s'invente pas : le délégué du Medef chargé de mener l'offensive patronale contre la protection sociale des salariés se nomme *Pilliard*. Il est fort déçu de l'abandon de la « TVA sociale » de Sarkozy. Cette dernière visait à prendre dans la poche des consommateurs, en impôt indirect, des sommes versées jusque-là par les patrons, leurs cotisations sociales, ce « salaire différé » conquis en 1945. Un mauvais coup se prépare soigneusement. Ce qui vaut pour les gangsters vaut pour un hold-up patronal. On camouflait cette escroquerie en patriotisme « économique » : c'était une TVA antidélocalisation. Selon cette fable, un profit accru encouragerait les capitalistes à maintenir des productions en France...

Rêvant toujours à ses rapines, M. Pilliard change de camouflage : « *Il reste la voie de la CSG* » (13 juillet). « *TVA sociale ou CSG ? Deux taxes pour le même objectif* », titre *Le Monde*. Même objectif, en effet : taxer les salariés et les pauvres, pour diminuer les « charges » des malheureux patrons. Et voici qu'en écho, certains ministres « socialistes » répètent partout une bizarre formule : il faut diminuer « *les charges sociales qui pèsent sur le travail* » (Moscovici, 17 juillet). Même ficelle : l'intérêt des exploiters est travesti en une grande cause nationale, l'emploi ! Ces fadaïses « économiques », camouflant la lutte de classe patronale, ne valent pas mieux que celles des pillards d'antan, raillés par Montesquieu en 1748 : « *Le sucre serait trop cher, si l'on ne faisait travailler la plante qui le produit par des esclaves.* »



Tunisie

ENTRETIEN (DEUXIÈME PARTIE)

Hacine Abassi, secrétaire général de l'UGTT

“Nous sommes contre la dette qui est le produit d'emprunts qui n'ont pas servi les intérêts du pays”

Qu'en est-il du paiement de la dette ?
 La position de l'UGTT est claire. Nous exigeons le non-paiement de la dette pour toutes les dettes entachées de corruption, soit que l'argent a servi des intérêts mafieux, notamment pour les opérations de blanchiment, soit qu'il a servi des intérêts particuliers. Il n'y a aucune raison de payer des dettes pour des sommes que nous n'avons pas exploitées. Mais nous ne sommes pas contre la dette par principe. Nous sommes contre la dette qui est le produit d'emprunts qui n'ont pas servi les intérêts du pays. Nous sommes également contre l'endettement pour importer des produits de consommation. Nous sommes pour des prêts librement contractés pour servir directement au développement de l'activité productive de notre pays et à la création d'emplois stables. Nous ne voulons pas que notre pays se trouve aspiré par le cycle des emprunts contractés pour le paiement des dettes. Nous voulons également que les emprunts soient pris auprès d'organismes propres et reconnus pour leur honnêteté et non auprès d'organismes qui pratiquent une politique systématique d'usure et n'hésitent pas à gérer l'argent sale.

Mais qui, aujourd'hui, s'occupe du dossier des emprunts contractés sous Ben Ali et qui sont entachés de corruption ou ont servi des intérêts particuliers ?
 Nous avons parlé de justice transitoire et cette justice transitoire doit d'abord commencer par l'ouverture des dossiers pour faire les comptes, ensuite le jugement des responsables de la corruption, pour que le droit des citoyens lésés soit rétabli, comme celui de l'Etat. C'est seule-

ment après qu'on pourra parler de conciliation. Si un emprunt a été contracté pour servir des intérêts autres que ceux de la nation, ceux qui l'ont couvert, comme ceux qui en sont les bénéficiaires, doivent être jugés. Le dossier de la justice est l'un des dossiers sur lesquels nous ne transigerons pas.

Le secrétaire général du syndicat de l'enseignement secondaire déclare que le gouvernement poursuit la même politique dictée par les institutions internationales, au premier rang desquelles le FMI. Politique qui est contraire à la volonté de promouvoir une réforme en profondeur du système d'enseignement et des programmes. Et cela est entrepris sans aucune concertation avec toutes les parties concernées, notamment le corps enseignant et celui des inspecteurs.

La question de la politique de l'enseignement est une question qui concerne toute la nation parce qu'elle engage son avenir. En toute simplicité, ce gouvernement veut écarter tout le monde pour entreprendre les réformes qu'il veut. Cette manière de procéder contient en elle-même les signes de son échec. Pour notre part, nous avons une vision totalement contraire. Il n'appartient à personne d'entreprendre une réforme sans consulter toutes les parties concernées. Nous appelons le gouvernement à revoir sa position, autrement, nous utiliserons les outils du combat syndical pour faire entendre notre voix et la volonté du peuple.

Peux-tu nous rappeler la position de l'UGTT au sujet de l'intervention étrangère en Syrie ?

Nous sommes clairement contre la répression exercée par Bachar el-Assad, mais nous sommes également contre les bandes armées qui agissent en Syrie, comme nous sommes contre toute intervention étrangère qui chercherait à renverser le régime pour servir leurs intérêts. Aujourd'hui, la situation est devenue plus complexe. Ce que nous revendiquons, c'est le droit des peuples à leur autodétermination.

Nous soutenons le peuple syrien pour qu'il se libère lui-même de la dictature, comme nous le soutenons contre toute intervention étrangère qui chercherait à l'asservir pour servir les intérêts de ces pays. Et cette intervention étrangère a montré l'étendue de ses méfaits en Irak, comme en Afrique et ailleurs. Ce processus est comme la gangrène. Nous défendons cette orientation dans tous les congrès internationaux où nous sommes présents, comme nous unissons nos efforts à ceux des syndicats indépendants qui ont la capacité d'intervenir et d'agir.

Tu évoques les syndicats indépendants et cela nous donne l'occasion d'ouvrir avec toi le dossier des syndicats maghrébins et le rôle que jouent l'UGTT et l'UGTA pour aider à reconstruire le cadre des organisations syndicales maghrébines et arabes.

Les liens qui nous unissent à l'UGTA sont des liens historiques, mais nous avons également des liens solides avec les syndicats marocains, mauritaniens et libyens, même si, dans ce pays, il n'y avait pas véritablement une présence syndicale. Notre objectif est d'échanger nos points de vue et d'adopter des positions communes. Parce que notre position en tant que syndicats maghrébins a un poids important, tant à l'échelle arabe qu'africaine et également internationale.

Nous œuvrons actuellement à renforcer ces liens pour les rendre plus opérationnels. Nous consultons nos camarades algériens, marocains et mauritaniens pour la tenue d'un congrès de l'Union maghrébine, parce que, comme on le voit, elle est devenue une coquille vide.

Les enjeux politiques et les tensions que vivent les pays arabes ont également pesé et conduit à paralyser la vie de l'institution syndicale maghrébine. Notre volonté est que ce congrès se tienne fin septembre-début octobre 2012. L'étape suivante est la reconstruction de la Confédération internationale des syndicats arabes qui est également gelée. Notre congrès précède celui de l'Union du Maghreb arabe (UMA), dont nous attendons qu'il s'engage dans la voie de l'intérêt des peuples afin de mettre un frein à la politique agressive de l'Union européenne.

Notre volonté est que ce congrès se tienne fin septembre-début octobre 2012. L'étape suivante est la reconstruction de la Confédération internationale des syndicats arabes.

INFORMATIONS OUVRIÈRES

CHOISISSEZ VOTRE FORMULE

Dans tous les cas, remplir lisiblement et en lettres majuscules vos nom, prénom et adresse

Par prélèvement mensuel : 5,80 euros (9,50 euros pour les plis clos)
 (datez et signez l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postal)

OU :

5 numéros "découverte" : 7 euros • 12 numéros : 17 euros • 4 mois (17 numéros) : 24 euros
 6 mois (25 numéros) : 33 euros • 1 an (51 numéros) : 65 euros • 1 an, pli clos : 110 euros

Comité : Département :

Nom, prénom :

N° : Rue, bd, ave., etc. : Nom de la voie :

Code postal : Ville :

ET TOUJOURS...

12 numéros : 10 euros pour tout premier abonnement

Bulletin à renvoyer à : *Informations ouvrières*, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'*Informations ouvrières*

Autorisation de prélèvement

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à effectuer les prélèvements chaque fin de mois de 5,80 euros présentés par *Informations ouvrières*. Je pourrai suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.

Date :
 Signature (obligatoire) :



IMPORTANT : n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.

Numéro national émetteur : 442543

● Les institutions européennes en 10 épisodes ●

1992, le traité de Maastricht

Le 10 décembre 1991, aux Pays-Bas, dans la ville de Maastricht, les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique européenne (CEE) ont signé un traité dont la vocation était « l'Union monétaire européenne » fondée sur l'existence, pour l'avenir, d'une monnaie unique. Ce fut le premier acte permettant la monnaie que nous connaissons aujourd'hui, dénommée l'euro.

Par Claude Brochard
et Jean-Charles Marquiset

Quelques articles du traité

Article 3 A

« L'action des Etats membres de la communauté comporte (...) l'instauration d'une politique économique (...) conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte où la concurrence est libre. » C'est le fameux principe édicté de la « concurrence libre et non faussée ». Elle s'impose, depuis ce traité, comme la norme absolue pour la définition de la politique européenne, dans tous les domaines, en substitution aux législations nationales. Cela a permis l'ouverture à la concurrence, la privatisation des secteurs publics, EDF, SNCF, Air France, Télécoms, La Poste...

Article 104 B

« Les déficits d'Etat, régions, communes et structures sociales ne peuvent dépasser 3 % du PIB. » Le rapport entre le déficit public prévu ou effectif et le produit intérieur brut (PIB) ne peut dépasser la valeur de référence, 3 % ; le rapport entre la dette publique et le PIB ne peut dépasser une valeur de référence de plus de 60 %.

« Les Etats membres évitent les déficits publics excessifs. La Commission surveille l'évolution de la situation budgétaire et du montant de la dette publique dans les Etats membres en vue de déceler les erreurs manifestes. Elle examine notamment si la discipline budgétaire a été respectée. Si un Etat membre persiste à ne pas donner suite aux recommandations du Conseil, celui-ci peut décider de mettre l'Etat membre concerné en demeure de prendre dans un délai déterminé des mesures visant à la réduction du déficit jugée nécessaire par le Conseil. »

Le principe de Maastricht est donc bien établi : concurrence libre et non faussée, interdiction de dépasser 3 % de déficit public par rapport au PIB, et les « règlements » et « normes » de l'Union européenne se sont imposés de fait aux signataires et à ceux qui ont ratifié le traité de Maastricht.

En 1991, il existait déjà 4 000 règlements et normes adoptés par la CEE.

Article 73 B

« Dans le cadre des dispositions du présent chapitre, toutes les restrictions ou mouvements de capitaux entre les Etats membres, et entre les Etats membres et les pays tiers sont interdits. » Maastricht, c'est aussi la remise en cause de la souveraineté. En fait, toutes les mesures de contrôle des changes et des mouvements de capitaux échappent aux Etats et à leur souveraineté. C'est la marche forcée à la monnaie unique, la perte pour chaque Etat de la maîtrise de sa monnaie, de son économie, au profit de la seule loi des Bourses, du marché et des spéculateurs.

Le traité de Maastricht reste un élément central de la politique de déréglementation contre les travailleurs et les peuples. Car, dès 1993, ce fut la contre-réforme Balladur-Veil sur les retraites en France, ce furent les grands chantiers d'ouverture à la concurrence, des privatisations, pour appliquer la règle des 3 % de déficit ; la liquidation de pans entiers de l'industrie et les délocalisations, une nouvelle étape de destruction pour les agriculteurs, viticulteurs, pêcheurs, le blocage des salaires, leur désindexation..., la remise en cause sans précédent de la protection sociale. ■



Le 1^{er} juin 1992, le non l'emporte au Danemark, alors que toute la presse européenne prédisait le vote oui. Les partisans du non manifestent leur victoire devant le Parlement, le soir des résultats.

Archives Informations ouvrières.

■ L'euro

L'euro est la monnaie commune et unique de l'Union économique et monétaire au sein de l'Union européenne. En usage dès 1999 pour les transactions financières européennes, il est en circulation le 1^{er} janvier 2002. L'euro est la deuxième monnaie mondiale pour le montant des transactions, derrière le dollar américain. La parité euro-dollar est l'instrument financier le plus traité mondialement.

■ Avant Maastricht

Le projet d'une monnaie unique naît dans les années 1970 avec les turbulences de la mise en œuvre de la politique agricole commune (PAC) dès 1962 et l'impossibilité de mettre en place un système de taux de change contrôlable.

■ Négociations à Maastricht

Lorsque s'engagent les négociations, les responsables savent que, économiquement, la constitution de la zone euro est un défi. Des

pays ayant intérêt à avoir une même monnaie doivent :

- être intégrés économiquement ;
- ne pas avoir des économies qui réagissent trop différemment aux chocs économiques ;
- avoir des mécanismes pour remédier aux divergences : migrations en réponse à des écarts de salaire, mouvements de capitaux, écarts de rendement, flexibilité interne du système de prix en réponse aux variations de la demande. Lorsque la monnaie unique est créée, les décideurs savent que si les différences entre pays européens ne sont pas pires qu'entre Etats américains, tous les pays du cœur de l'Europe (France, Allemagne et d'autres) présentent des divergences moins marquées que celles trouvées avec les pays de la périphérie. On cache que l'intégration favorisera le regroupement des industries dans les mêmes régions économiques, ce qui creusera les écarts au lieu de les réduire

■ Le passage à l'euro

Les monnaies des onze pays cessèrent d'exister et devinrent des subdivisions de la mon-

naie européenne. Ce passage à l'euro comprend : marché des changes, Bourses, dette publique, trésoreries des entreprises, avec banques et marchés financiers.

L'intégration forcée par la monnaie n'est pas une démarche d'union comme une autre. C'est une trappe à spéculation. Surtout lorsque la banque est cloisonnée dans un splendide isolement et avec des pouvoirs dispersés.

■ Elargissement de la zone euro

L'adhésion à l'euro est obligatoire à terme pour les nouveaux membres de l'Union européenne. Entre 2014 et 2016, sept nouveaux Etats adopteront l'euro.

■ Etats de l'Union européenne non adhérents

Des membres de l'Union européenne non participants, seuls la Grande-Bretagne et le Danemark ont obtenu une clause leur permettant de rester hors de la monnaie unique, clause du traité de Rome de 2004. Cela ne leur interdit pas d'adhérer. ■

Un consensus pour la ratification du traité

■ Des défenseurs du oui

Ils étaient des ardens défenseurs de la ratification : François Mitterrand, François Hollande, Pierre Mauroy, Jean-Marc Ayrault, Jean-Christophe Cambadélis, Claude Evin, Didier Migaud, Pierre Bérégovoy, François Bayrou, Jean-Luc Mélenchon, Laurent Fabius, Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre, Jacques Chaban-Delmas, Patrick Devedjian, le CNPF (l'ancien nom du Medef), Jean Kaspar (secrétaire général de la CFDT), Alain Juppé, secrétaire général du RPR et artisan de la première contre-réforme des retraites dès 1993, Jacques Delors, qui déclarait à l'époque : « 80 % du droit économique et social se fera à Bruxelles ». La direction du Parti socialiste : « Le Parti socialiste exprime sa solidarité avec les orientations du gouverne-

ment à la réussite duquel il travaillera pleinement. Dans les semaines qui viennent, cette solidarité se manifestera par la ratification des accords de Maastricht, le grand espoir pour la France et pour l'Europe qui doit tant à François Mitterrand. »

A droite, des défenseurs du non
Philippe Séguin, Raymond Marcellin, Philippe de Villiers, Michel Debré, Nicole Catala, Michel Poniatowski, Christine Boutin...

A "gauche", des défenseurs du non
Le Parti communiste français, le Parti des travailleurs, la LCR, Paul Loridant, Georges Marchais, Georges Hage, Jean-Pierre Chevènement...

Les Danois votent non

Le 1^{er} juin 1992, le non l'emporte au Danemark. 48 000 voix d'avance pour le non, alors que toute la presse européenne prédisait le vote oui.

Contre le peuple et les travailleurs danois, Patrick Devedjian, RPR, déclare, au soir du résultat : « Ce ne sont tout de même pas ceux qui n'ont laissé en Europe que les traces dévastatrices des Vikings et les petits contes de Monsieur Andersen qui vont arrêter une construction aussi grandiose que celle de la Communauté européenne. » Le Parti socialiste n'est pas en reste. Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, reprend en écho : « Pouvons-nous admettre que 48 000 femmes et hommes puissent bloquer l'élan de 340 millions ? La démocratie consisterait à éviter qu'un petit nombre ne prenne en otage la volonté générale. »

● 10 numéros, 10 pays ●

L'Italie : de Berlusconi à Monti, le changement dans la continuité...

Confronté à la résistance des travailleurs italiens et de leurs organisations, Berlusconi est contraint de démissionner en novembre 2011, après l'adoption de deux plans de rigueur d'une violence inouïe, dictés par l'Union européenne. Berlusconi parti, sa politique doit se poursuivre.

Par Lorenzo Varaldo

La solution préconisée par Bruxelles après le départ de Berlusconi est de former un gouvernement « technique ». Mario Monti est l'homme de la situation. Commissaire européen à la Concurrence, puis consultant pour la banque Goldman Sachs, il devient président du Conseil le 18 novembre 2011.

Monti, qui prétend plaider pour des mesures en faveur de la « croissance », soutenu par les partis de droite et de gauche, va encore aggraver les mesures prises contre les travailleurs.

On notera en particulier la liquidation du système de retraite par répartition, la suppression des départements, et jusqu'à la réforme du Code du travail permettant de licencier sans cause réelle. Réforme rejetée par l'immense majorité des travailleurs.

JUIN 2011 : pendant que le gouvernement prépare la loi de stabilité dictée par l'Union européenne, la spéculation s'abat sur l'Italie. Le président de la République lance son appel pour « l'unité nationale ».

Berlusconi et son gouvernement se mettent au travail pour un plan de rigueur « d'urgence » afin de répondre aux marchés : 45 milliards de coupes, blocage des salaires dans la fonction publique, augmentation de l'âge de départ à la retraite, coupes dans les budgets des communes et des régions, augmentation du « ticket » dans la santé, fermeture de dizaines d'hôpitaux et d'écoles...

Le plan est adopté avec le silence du Parti démocrate (PD), qui déclare ne pouvoir que s'opposer faiblement parce que le moment est « difficile ». Dans les jours qui précèdent, les confédérations syndicales CGIL, CISL et UIL ont signé un pacte avec la Confindustria (le syndicat patronal italien) qui ouvre la porte à la destruction du contrat national de travail.



Rome, le 18 novembre 2011 : Silvio Berlusconi cède la place à Mario Monti lors d'une session du Parlement.

20 JUILLET : les marchés ne sont toujours pas satisfaits, la Bourse s'effondre, le plan ne suffit pas ! Berlusconi et l'opposition, sous la tutelle du président de la République, se mettent d'accord : il faut un deuxième plan.

Le deuxième plan est présenté à la mi-août : suppression de mille communes et de dizaines de provinces, suppression de milliers de postes dans la fonction publique, nouvelle augmentation de l'âge de départ à la retraite, privatisations, nouvelle augmentation du ticket dans la santé... Le PD propose des « amendements », le plan est adopté par le Sénat avec l'appui, de fait, du PD.

20 AOÛT : à nouveau, pour les marchés, cela ne suffit pas ! Le gouver-

nement est dans l'impasse, le deuxième plan doit encore être adopté à la Chambre. Comment faire ?

Car il y a un autre mouvement qui monte dans le pays, même si nous sommes en pleine période de congés scolaires, celui des travailleurs, de milliers de syndiqués, délégués, responsables, de la CGIL, mais aussi de la CISL et de l'UIL, qui n'acceptent pas et votent motions, prises de position, lettres... pour la grève générale pour le maintien du contrat national.

Pour la première fois dans l'histoire de la République, la CGIL convoque une grève générale le 6 septembre, avant la rentrée scolaire. La pression est énorme, des millions de travailleurs sont dans la rue,

membres de la CGIL, mais aussi de la CISL et de l'UIL, ainsi que les adhérents de fédérations entières de la CISL et de l'UIL.

Mais alors que la mobilisation s'étend dans le pays, personne, ni les dirigeants de la CGIL, ni, sur un plan politique, ceux du Parti de la refondation communiste, de Sinistra Critica, ne demande le retrait des plans. Dans son discours à Turin, un secrétaire national de la CGIL, devant une place remplie de travailleurs en grève, déclare : « Il faut un nouveau pacte de stabilité de l'Union européenne, il faut payer la dette, pas aujourd'hui, mais en 2014. »

Encore une fois, le plan passe, mais sera-t-il suffisant pour « satisfaire les marchés » ? La réponse est immédiate : non.

21 OCTOBRE : l'Union européenne somme l'Italie de prendre « des engagements plus précis ». Traduction : il faut un nouveau plan, il faut détruire tout ce qu'il reste.

Le dimanche 23 octobre, l'Union européenne dicte un véritable ultimatum à l'Italie : « Il faut des mesures avant mercredi. »

Berlusconi dispose donc de trois jours pour respecter ce diktat : augmentation de l'âge de départ à la retraite, libéralisation-privatisation de tout ce qui n'a pas encore été privatisé (donc vente des entreprises publiques déjà ouvertes aux marchés), vente du patrimoine de l'Etat et, surtout, liberté pour les capitalistes de licencier sans aucune raison, en dehors de tout contrat, simplement parce qu'il y a la crise. C'est évident, c'est un avertissement pour toute l'Europe : les capitalistes ne peuvent pas attendre une minute supplémentaire. L'Italie, comme tous les pays européens, n'a plus aucune souveraineté.

Il y a une seule force qui peut bloquer ce désastre : la classe ouvrière, les travailleurs avec leurs organisations. Et en effet, les dirigeants des syndicats, sous la pression des travailleurs, ont dû immédiatement annoncer la grève générale. Oui, mais quand ? Et sur quels mots d'ordre ?

Enfin, la grève n'aura pas lieu. Mais une question est posée : qui pourra encore contenir les millions qui s'adressent à la CGIL, mais aussi à la CISL et à l'UIL ?

C'est dans ces conditions que Bruxelles décide que Berlusconi doit partir et qu'il faut un gouvernement « technique », avec l'appui direct de tous les partis.

18 NOVEMBRE : après la démission de Berlusconi, le Parlement italien vote la confiance au gouvernement Monti : la « gauche », avec le Parti démocrate, et la droite, avec le Parti des libertés (le parti de Berlusconi), votent pour. ■

Ce qu'ils appellent la « croissance », parlons-en !

● **4 décembre 2011** : nouveau président du Conseil, Mario Monti présente son décret « *Salva Italia* » (« Sauver l'Italie ») qui contient les mesures suivantes :

— **retraites** : fin du système par répartition au profit de la capitalisation et augmentation de l'âge de départ à la retraite jusqu'à 70 ans, avec 42 ans de cotisation, aussi bien pour les hommes que pour les femmes ;

— **augmentation de 2 % de la TVA**, qui passe à 23 % (Berlusconi l'avait déjà augmentée de 1 % en août) ;

— **taxe supplémentaire** sur les carburants ;

— **suppression des départements** ;

— **rétablissement de la taxe d'habitation** pour la résidence principale. Les associations de consommateurs estiment que ces mesures vont faire perdre 1 100 euros par an et par famille. Les partis de droite et de gauche (PDL et PD) votent pour ! Ce décret a permis de ponctionner 230 milliards d'euros sur le dos du peuple italien.

Mais ce n'était pas encore suffisant : le gouvernement Monti décide de s'attaquer au Code du travail et aux conventions collectives pour les rendre plus flexibles. En particulier, il remet en cause l'article 18 du Code du travail qui permet à un juge de réintégrer un salarié licencié sans cause réelle et sérieuse.

On lit dans *La Repubblica*, datée du 3 février 2012 : « Les marchés veulent le scalp de l'article 18. (...) C'est l'Europe et les investisseurs internationaux qui le demandent. »

Comme on peut le constater, Monti, qui est un partisan de la « croissance », a commencé par détruire le système des retraites et le Code du travail, sur ordre de la troïka (FMI, BCE et Commission européenne). La « croissance » ne serait donc qu'un prétexte pour baisser le coût du travail en remettant en cause tous les systèmes de protection sociale, les conventions collectives et le Code du travail, permettant de dégager encore plus de profits pour alimenter les banques et la spéculation.

D'ailleurs, Monti, pour payer la dette et renflouer les banques, vient de décider de vendre tout le patrimoine de la nation italienne. Exagérons-nous ?

« La lune de miel de Monti est finie. L'aura qui l'entoure est en train de disparaître »

On lit dans le journal *La Repubblica*, daté du 14 juin 2012, que Monti a décidé de « céder une partie du patrimoine et de lancer un plan pour la croissance ». Le même article précise : « Pour payer la dette qui s'élève à 2 000 milliards, le gouvernement est prêt à céder des parts du patrimoine public. (...) Le gâteau total représente une valeur de 571 milliards et contient des biens immobiliers de l'Etat mais surtout des collectivités locales. »

Le gouvernement Monti, soutenu par les partis de droite et de gauche, s'apprête donc à vendre la nation italienne aux spéculateurs, au nom de la « croissance » et de la « réduction

de la dette ». Il s'agit de brader au privé et aux multinationales les autoroutes, les aéroports, les ports, le domaine maritime, l'eau, les mines, le patrimoine des départements, des communes, des régions... C'est la destruction de la nation qui est planifiée. Le gouvernement Monti s'apprête à ratifier le TSCG. Rien n'est joué. Le *Wall Street Journal* souligne que « la lune de miel de Monti est finie. L'aura qui l'entoure est en train de disparaître. » En effet, le 16 juin 2012, deux cent mille manifestants se rassemblaient à Rome contre l'austérité, à l'appel des confédérations syndicales ouvrières CGIL, UIL et CISL. Pourtant, alors que des usines et des couches de la population laborieuse monte l'exigence de retrait des plans d'austérité, les dirigeants syndicaux ont demandé « un changement dans l'agenda politique ». N'est-on pas là au cœur des problèmes à résoudre pour aider à réaliser l'unité pour le retrait de toutes les mesures du gouvernement Monti ? ■



Repères

● **Capitale** : Rome.

● **Superficie** : 301 340 km².

● **Population** : 60 289 100.

● **PIB 2011** (rang mondial/en milliards de dollars) : 8^e/2 246.

Il y a un siècle, en 1912

Le Maroc sous le protectorat de la « France impériale »

Nous avons évoqué l'année dernière, un siècle après, le « coup d'Agadir ». C'était la tentative d'intervention au Maroc de l'empereur Guillaume II, au compte des intérêts allemands. A cette occasion, nous avons rappelé les rivalités violentes qui opposaient alors les « grandes puissances » achevant le partage du monde entre empires coloniaux. La France parvint à maintenir sa domination sur le Maroc qui était, depuis plusieurs siècles, un royaume indépendant ayant à sa tête un sultan, à la fois chef politique et religieux. Il s'ensuivit la mise de ce pays sous le « protectorat » de la France par le traité de Fès, signé le 30 mars 1912 par le maréchal Lyautey pour la France et le sultan Mouley Hafid pour le Maroc. Ce type de domination coloniale présentait certaines différences de formes avec celles imposées à d'autres possessions de la « France impériale », par exemple en Afrique noire ou encore en Algérie. La réalité n'en était pourtant pas vraiment éloignée. ■



Repères historiques

- **1830-1847** : conquête et colonisation de l'Algérie.
- **1881** : occupation et conquête de la Tunisie. Protectorat.
- **1905-1911** : interventions successives de la France au Maroc. Suprématie militaire et diplomatique sur l'Espagne et l'Allemagne.
- **1912** : traité de Fès. Protectorat.
- **1914-1918** : Première Guerre mondiale.
- **1925-1926** : rébellion dans le Rif de tribus berbères, qui sont écrasées.
- **1956** : reconnaissance de l'indépendance du pays.



Le maréchal Lyautey, premier résident général, passe en revue les troupes du corps expéditionnaire français.

Par François Péricard

La France fut au XIX^e siècle et pendant la première moitié du XX^e siècle l'une des principales puissances colonisatrices de la planète. La réalité de sa domination sur les peuples qu'elle avait assujettis était marquée partout de la plus grande brutalité, entraînant pour eux de grandes souffrances. L'activité majeure du colonialisme était le pillage de toutes les richesses naturelles des contrées soumises, des récoltes, des minerais du sol et du sous-sol, des matières premières.

Il fallait en même temps imposer des circuits commerciaux directs où exporter le surplus de production de la métropole, et surtout surexploiter des mains-d'œuvre indigènes avec des méthodes relevant d'un nouvel esclavagisme. C'est, entre autres, au travers du colonialisme que le capitalisme de chaque pays dominant se constituait pendant toute cette période en impérialisme.

Le traité de Fès de 1912 instaure un protectorat sur la nation chérifienne, à l'histoire et aux traditions fort anciennes. Son habillage prétend respecter une relative autonomie du pays, notamment par le respect des prérogatives du sultan. Disons tout de suite que celui-ci sera bafoué à plusieurs reprises, quand les autorités françaises exilèrent de force ledit sultan, lorsqu'elles estimeront que sa présence sur le territoire marocain pouvait présenter le danger que se rassemblent sur sa personne révoltes, rébellions et revendications d'indépendance.

Toutes les institutions indigènes maintenues sont placées sous contrôle français. Les principaux rouages de l'économie locale dépendent de concessions métropolitaines. La réalité du pouvoir est entre les mains d'administrateurs coloniaux — tous hauts fonctionnaires français — et des officiers de l'état-major commandant le corps expéditionnaire. Les représentants de la nouvelle puissance coloniale sont sous les ordres d'un résident général nommé directement par le gouvernement français et n'ayant de comptes à rendre qu'à lui. Le premier d'entre eux fut le maréchal Lyautey.

La réalité de l'oppression coloniale

Avant de regarder comment le colonialisme va s'appliquer au Maroc, rappelons que pendant toute cette période où le colonat structure pour une bonne part l'impérialisme français, ses cercles dirigeants en ont recouvert la réalité souvent sordide d'un épais manteau d'hypocrisie et de mensonges. Pour eux, la « France impériale », ce sont les « bienfaits de la civilisation » ! Son « œuvre magnifique », c'est l'instruction, la santé, la protection des populations indigènes, le développement à leur profit.

Quelle est la réalité ? La première réalisation dont se glorifient les colonisateurs est la modernisation des infrastructures des transports maritime et routier. Dès le traité de Fès, le grand port de Tanger, sur la Méditerranée, est placé sous administration directe des Français, qui le réaménagent complètement, avec l'unique objectif d'y faire accoster des navires de fort tonnage pour le transit des ressources de toute nature arrachées au pays. Les profits sont réservés aux seules compagnies françaises, qui vont de plus réamé-

nager à cette fin les ports de la façade atlantique, particulièrement Casablanca, par le système des concessions.

On trace bien des lignes de chemin de fer et des routes modernes, mais toutes pour la circulation de produits locaux à exporter, et on chasse les fellahs de leurs terres fertiles proches pour les attribuer aux Européens, qui y développent des productions agricoles pouvant être exportées rapidement en métropole.

Le baccalauréat interdit aux indigènes

Des écoles modernes sont construites, comme celle de Rabat. Elles sont strictement réservées aux enfants des Européens. Et elles ont été financées avec les contributions des Marocains qui ne peuvent y mettre leurs enfants.

A Rabat, Casablanca ou Fès, il y a de magnifiques lycées où enseignent des maîtres très qualifiés, mais ces établissements sont strictement réservés aux Européens, aux enfants de tous ceux qui sont venus s'enrichir au Maroc, qu'ils soient français, italiens ou espagnols.

Les seules écoles indigènes sont celles d'avant le protectorat, toutes délabrées et de plus en plus misérables. Dans les quelques « collèges musulmans » créés à l'initiative de Lyautey, pas d'enseignants qualifiés ; on n'y apprend ni le français ni l'arabe et, de toute façon, ceux de leurs élèves musulmans les plus doués n'ont pas le droit de passer le baccalauréat ni d'accéder aux universités ou aux grandes écoles de la République.

De l'aveu ultérieur de plusieurs administrateurs coloniaux, tout est organisé avec cynisme pour que cette politique d'obscurantisme puisse maintenir sous le joug les populations indigènes. Même si celles-ci payent 90 % des impôts locaux, il n'y a, par exemple, jamais de budget pour la construction d'écoles primaires, cruellement inexistantes sous le protectorat.

Partout règnent le mépris et l'arbitraire. Pas de Codes des droits ni d'écoles de magistrats. La loi de 1930 instituant les assurances sociales en France ne sera pas mise en vigueur ici. Il n'y a pas non plus d'école d'agriculture ni de caisses agricoles dans un pays essentiellement rural. Il n'y a que le refoulement des fellahs de leurs terres ancestrales au profit des colons. Tels sont quelques-uns des « bienfaits de la civilisation » au Maroc. ■

Des hôpitaux très différents

« Il y a ce magnifique palais de Rabat dans lequel la direction de l'hygiène a installé un vaste hôpital ; mais c'est un hôpital pour les Européens et uniquement pour eux ! Il y a aussi l'autre hôpital, celui qui se trouve le long de la côte. Je fus stupéfait que l'on ait pu inaugurer une aussi misérable bâtisse. Dans les salles que l'on a vainement tenté de rendre présentables, quelques grabats recouverts de pauvres couvertures usagées jusqu'à la corde, décolorées, pisseuses, servant de couche à de malheureux Arabes auxquels on n'avait même pas pu fournir un linge propre.

A Fès, nous avons aménagé un assez grand hôpital. Il y a un chirurgien et quatre médecins dont nous ne dirons rien, qui font des efforts louables encore qu'ils traitent les autochtones avec mépris et rudesse. Mais dans la grande salle où l'air empesté est irrespirable, les malheureux malades sont couchés sur de pauvres matelas, à même le sol. Dans l'air, des mouches et des moustiques bourdonnent. Les gémissements des opérés se mêlent à ceux des moribonds. »

R.-J. Longuet (revue *Maghreb*, 1934)